

MO IBRAHIM

Président de la Fondation Mo Ibrahim

Merci. Je vais commencer avec le problème de la gouvernance. Quand on parle de gouvernance, les gens pensent à la gouvernance au sein du gouvernement, qui est ce sur quoi tout le monde se concentre en Afrique. Ma fondation publie tous les ans un index qui mesure la performance des gouvernements africains. De notre point de vue, une bonne gouvernance est la base du développement d'une société civilisée. Nous pensons que les problèmes en Afrique sont surtout le résultat d'un échec de gouvernance et de direction au cours des siècles derniers. Nous devons faire face à cela.

En tant que société civile, nous avons décidé qu'il serait utile de produire une grille de score pour établir l'évaluation de la gouvernance. Nous avons défini la gouvernance. Pour nous, c'est le panier commun des biens et services publics que tous les gouvernements contemporains doivent offrir à leurs citoyens. Cela couvre une zone très vaste qui va d'une gestion saine des finances publiques au développement humain, en passant par un système éducatif universel qui fonctionne et donne des résultats, un système de santé qui fonctionne et donne des résultats, jusqu'au respect de la loi, qui ne se limite pas au fait d'écrire une jolie constitution mais s'intéresse à son fonctionnement sur le terrain. Est-ce que les gens pauvres des milieux ruraux ont accès aux tribunaux ? Est-il facile d'accéder à l'appareil judiciaire ? Est-ce que les enfants peuvent se promener dans les rues en toute sécurité ? Puis bien sûr, il y a la participation, les droits de l'homme et bien d'autres choses.

C'est le panier de gouvernance. L'index Ibrahim couvre à l'heure actuelle 88 indicateurs disponibles tous les ans pour tous les pays Africains. C'est une base de données énorme, produite annuellement et qui couvre maintenant une décennie. Ce qui est intéressant, plus que de savoir où se situe chaque pays dans le classement, c'est de voir d'où chaque pays est parti. Qui progresse ? Qui régresse et dans quel domaine ? C'est une grille de score très complète pour nos gouvernements en Afrique. Nous en tenons compte. Mais nous devons aussi discuter de la gouvernance dans le secteur privé car il semble y avoir bon nombre de soucis dans ce domaine qui ont des conséquences problématiques.

Nous nous inquiétons de la transparence, des opérations financières illicites, en particulier pour les ressources naturelles. Il est temps d'allumer la lumière et de regarder ce qui se passe, c'est très intéressant. Le mois dernier au Royaume-Uni, il a eu un énorme tollé à l'encontre de Starbucks, JP Morgan et d'autres grosses entreprises qui font beaucoup de business, beaucoup de bénéfices et ne paient aucun impôt. J'ai lu hier que Starbucks a promis de payer 20 millions de livres de contribution. JP Morgan s'apprête à payer 400 ou 500 millions pour des impôts qui auraient dû être payés mais sont partis offshore. Ces histoires sont nombreuses. Il est intéressant de voir qu'en des temps difficiles comme ceux que vit l'Europe actuellement, les gens commencent à s'intéresser à ces problèmes.

En Afrique, cela arrive en permanence, et pas seulement en Afrique, mais partout. Je lisais un article intéressant sur Chevron, qui possédait une mine de cuivre au Chili. Pendant près de 20 ans, ils n'ont jamais payé un centime d'impôts car ils enregistraient des pertes tous les ans. Puis ils l'ont vendue pour 1,5 milliard de dollars et vous vous dites « Mais qui irait acheter une mine qui perd de l'argent depuis 20 ans ? ». Il en est ressorti que la mine faisait des bénéfices mais avait reçu un énorme prêt à un taux d'intérêt incroyable d'une filiale financière de Chevron basée offshore. La mine payait des intérêts à Chevron bien au-dessus des taux du marché et enregistrait des pertes depuis 20 ans.

Est-ce de la gouvernance ou du vol ? Voilà le problème. Nous parlons d'entreprises majeures dans notre économie. Que se passe-t-il ? Nous avons eu des problèmes avec les banques, quand certains des principaux piliers de notre système capitaliste se sont retrouvés avec un étrange système qui stipule que s'ils font un bénéfice, ils le gardent, et s'ils font des pertes, ils s'adressent aux contribuables et demandent un plan de sauvetage. C'est ça le capitalisme ? Quelles règles suivent-ils ? Comment peuvent-ils avoir de telles pratiques ? Les problèmes sont nombreux. Nous devons y réfléchir. Pouvons-nous avancer sur toutes ces questions ?



Nous parlons de corruption, mais la corruption n'est jamais unilatérale. Il faut être deux pour corrompre tout comme il faut être deux pour valser. Pourquoi est-ce que le secteur privé s'en sort toujours sans dommage ? C'est triste. Le mois dernier, l'OCDE a déclaré que la France n'était pas sérieuse dans sa volonté de combattre la corruption. Que s'est-il passé là-bas depuis 10 ans ? C'est l'OCDE qui parle, ils sont basés à Paris, cela ne vient pas d'une organisation activiste civile. Sommes-nous sérieux dans notre volonté d'améliorer ce monde dans lequel nous vivons ou ce ne sont que des mots ?

En 2008, nous avons connu la crise financière. On nous a dit que les banques étaient trop grosses pour risquer de s'écrouler. Quatre ans plus tard, avons-nous toujours des banques trop grosses pour risquer de s'écrouler ? Quelqu'un a-t-il demandé ce qui se passait dans ce domaine ? J'aimerais que quelqu'un regarde ce qu'il advient des dirigeants politiques quand ils se retirent. Où vont-ils ? Beaucoup d'entre eux finissent en fait dans les grandes entreprises financières. Existe-t-il une porte tournante invisible entre la politique et la finance et si oui, est-ce une bonne chose pour notre démocratie ?

Voilà les problèmes auxquels nous faisons face et je pense que si nous sommes sérieux, nous devons nous intéresser à ces questions.